

DÉCRET, du 8 février 1894, nommant M. Colson (ingénieur en chef des ponts et chaussées de 2^e classe, maître des requêtes au conseil d'Etat), directeur des chemins de fer; III, 69.

DÉCRET, du 12 février 1894, nommant M. Doniol (inspecteur général des ponts et chaussées, directeur du personnel et de la comptabilité), conseiller d'Etat en service extraordinaire; III, 69.

DÉCRET, du 20 octobre 1894, nommant M. Henry (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe), directeur du personnel et de la comptabilité; III, 508.

DÉCRET, du 12 septembre 1895, nommant M. Holtz (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe), directeur des chemins de fer; IV, 427.

DÉCRET, du 25 novembre 1895, nommant M. Holtz (inspecteur général des ponts et chaussées, directeur des chemins de fer) conseiller d'Etat en service extraordinaire; IV, 504.

DÉCRET, du 29 juillet 1896, nommant M. Rabel (ingénieur en chef des ponts et chaussées de 1^{re} classe), directeur du personnel et de la comptabilité; V, 433.

DÉCRET, du 12 septembre 1896, nommant M. Holtz (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe, directeur des chemins de fer), inspecteur général de 1^{re} classe; V, 502.

DÉCRET, du 12 septembre 1896, nommant M. Guillain (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe, directeur des routes, de la navigation et des mines), inspecteur général de 1^{re} classe; V, 502.

DÉCRET, du 12 septembre 1896, nommant M. Lethier (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe), directeur des chemins de fer; V, 502.

DÉCRET, du 20 octobre 1896, nommant M. Lethier (inspecteur général des ponts et chaussées, directeur des chemins de fer), conseiller d'Etat en service extraordinaire; V, 508.

DÉCRET nommant M. Guillain (inspecteur général des ponts et chaussées, directeur des routes, de la navigation et des mines, élu membre de la Chambre des députés), directeur honoraire; VI, 26.

DÉCRET nommant M. Quinette de Rochemont (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe), directeur des routes, de la navigation et des mines; VI, 26.

DÉCRET, du 21 janvier 1897, nommant M. Quinette de Rochemont (inspecteur général des ponts et chaussées, directeur des routes, de la navigation et des mines), conseiller d'Etat en service extraordinaire; VI, 26.

DÉCRET, du 24 janvier 1899, nommant M. Pérouse (ingénieur en chef des ponts et chaussées de 1^{re} classe), directeur des chemins de fer, en remplacement de M. Lethier, nommé directeur honoraire; VII, 39.

DÉCRET, du 26 janvier 1899, nommant M. Pérouse (ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur des chemins de fer), conseiller d'Etat en service extraordinaire; VIII, 39.

DÉCRET, du 3 février 1899, nommant M. Quinette de Rochemont (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe, directeur des routes, de la navigation et des mines), inspecteur général de 1^{re} classe; VIII, 81.

DÉCRET, du 12 mai 1899, nommant M. Renaud (ingénieur en chef des ponts et chaussées de 2^e classe), directeur du personnel et de la comptabilité; VIII, 407.

DÉCRET, du 30 juin 1899, nommant M. Kleine (ingénieur en chef des ponts et chaussées de 1^{re} classe), directeur du personnel et de la comptabilité; VIII, 442.

DÉCRET, du 9 janvier 1900, nommant M. Jozon (inspecteur général des ponts et chaussées de 2^e classe), directeur des routes, de la navigation et des mines; IX, 65.

DÉCRET, du 16 février 1900, nommant M. Jozon (inspecteur général des ponts et chaussées, directeur des routes, de la navigation et des mines), conseiller d'Etat en service extraordinaire; IX, 65.

II. — Service des mines.

ARRÊTÉ, du 23 février 1892, rattachant l'arrondissement minéralogique de Rodez (constituant antérieurement une inspection spéciale) à la division minéralogique du Sud-Ouest; I, 60.

ARRÊTÉ, du 23 février 1892, détachant de la division du Sud-Est les arrondissements minéralogiques de Marseille et d'Alger, et en formant une division spéciale, dénommée division du Sud; I, 60.

ARRÊTÉ, du 11 février 1893, détachant du sous-arrondissement minéralogique de Chalon-sur-Saône, plusieurs cantons ou fractions de cantons du département de Saône-et-Loire (arrondissement d'Autun) et les rattachant au sous-arrondissement minéralogique de Dijon; II, 63.

ARRÊTÉ, du 6 mars 1893, détachant le département du Lot du sous-arrondissement minéralogique de Rodez et le rattachant à celui d'Albi; II, 71.

ARRÊTÉ, du 8 juin 1893, transférant à Moulins la résidence du contrôleur des mines chargé de la subdivision de Montluçon; II, 395.

ARRÊTÉ, du 26 juillet 1893, portant réorganisation des arrondissements et sous-arrondissements minéralogiques; II, 424.

ARRÊTÉ, du 24 février 1894, répartissant en deux arrondissements d'ingénieur ordinaire, le service de surveillance des appareils à vapeur du département de la Seine; III, 70.

ARRÊTÉ, du 13 mars 1894, fixant à nouveau les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines attachés au service du sous-arrondissement minéralogique de Toulouse; III, 106.

ARRÊTÉ, du 17 mars 1894, fixant à nouveau les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines attachés au service du sous-arrondissement minéralogique de Marseille-Sud; III, 107.

ARRÊTÉ, du 7 août 1894, supprimant le sous-arrondissement minéralogique de Caen et rattachant les départements composant ce sous-arrondissement au sous-arrondissement minéralogique de Rouen; III, 466.

ARRÊTÉ, du 5 octobre 1894, détachant le sous-arrondissement minéralogique de Versailles de l'arrondissement minéralogique de Paris, et le rattachant à celui de Rouen; III, 535.

ARRÊTÉ, du 18 janvier 1895, réorganisant les deux sous-arrondissements minéralogiques de Lille et de Valenciennes; IV, 34.

ARRÊTÉ, du 18 février 1895, modifiant l'arrêté précédent (maintien, dans les attributions de l'ingénieur ordinaire du sous-arrondissement minéralogique de Valenciennes, du service de surveillance des carrières et appareils à vapeur de l'arrondissement administratif de Douai); IV, 58.

ARRÊTÉ, du 31 août 1895, supprimant le sous-arrondissement minéralogique de Bône et en rattachant le territoire au sous-arrondissement minéralogique de Constantine; IV, 409.

ARRÊTÉ, du 16 octobre 1895, portant institution des deux sous-arrondissements minéralogiques de Bordeaux-Nord et de Bordeaux-Sud; IV, 481.

ARRÊTÉ, du 18 avril 1896, portant institution des deux sous-arrondissements minéralogiques de Toulouse-Est et de Toulouse-Ouest; V, 344.

ARRÊTÉ, du 29 avril 1896, portant réorganisation des cadres et subdivisions des contrôleurs des mines du sous-arrondissement minéralogique de Vesoul; V, 343.

ARRÊTÉ, du 3 décembre 1896, portant réorganisation des deux sous-arrondissements minéralogiques de Saint-Etienne-Est et Saint-Etienne-Ouest; V, 673.

ARRÊTÉ, du 29 avril 1897, portant réorganisation des cadres et subdivisions des contrôleurs des mines du sous-arrondissement minéralogique de Chalon-sur-Saône; VI, 331.

ARRÊTÉ, du 4 janvier 1898, portant institution des deux sous-arrondissements de Nancy-Nord et de Nancy-Sud; VII, 32.

DÉCISION, du 3 février 1898, prescrivant que les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines attachés temporairement aux secrétariats des conseils généraux des ponts et chaussées et des mines, seront en outre chargés d'une mission au réseau des chemins de fer de l'Etat; VII, 83.

ARRÊTÉ, du 5 novembre 1898, supprimant la division minéralogique du Sud et en rattachant le territoire à la division du Sud-Est; VII, 536.

ARRÊTÉ du 7 mars 1899, rattachant les cantons de Saint-Gervais et de Pionsat (Puy-de-Dôme) au sous-arrondissement minéralogique de Moulins; VIII, 159.

DÉCISION, du 8 avril 1899, attribuant l'instruction des affaires de mines en Tunisie à l'inspecteur général chargé de la division minéralogique du Sud-Ouest; VIII, 364.

ARRÊTÉ, du 29 août 1899, fixant à nouveau les cadres et subdivisions des contrôleurs des mines attachés au service du sous-arrondissement minéralogique de Versailles; VIII, 542.

ARRÊTÉ, du 7 avril 1900, rattachant provisoirement les arrondissements minéralogiques de Marseille, de Chambéry et d'Alais, composant la division minéralogique du Sud-Est, aux divisions respectives du Nord-Est, du Sud-Ouest et du Centre; IX, 176.

ARRÊTÉ, du 11 mai 1900, portant réorganisation de l'arrondissement minéralogique d'Alger; IX, 208.

ARRÊTÉ, du 9 juin 1900, transférant de Beauvais à Creil la résidence du contrôleur des mines attaché, dans le département de l'Oise, au service du sous-arrondissement minéralogique d'Amiens; IX, 231.

ARRÊTÉ, du 14 décembre 1900, transférant de Saint-Jean-de-

Maurienne à Aiguebelle la résidence du contrôleur des mines chargé de la subdivision de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie); IX, 565.

III. — Chemins de fer.

§ 1^{er}. — *Organisation du contrôle de lignes ouvertes à l'exploitation* (Contrôle de lignes concédées et inspection de lignes appartenant à l'Etat).

ARRÊTÉ, du 25 janvier 1892, portant organisation du service du contrôle de l'exploitation de la ligne de Saint-Maurice à Bussang (réseau de l'Est); I, 24.

— 25 janvier 1892. *Idem.* Ligne de Maintenon à Auneau (réseau de l'Ouest); I, 25.

— 25 janvier 1892. *Idem.* Ligne d'Epinac aux Laumes (réseau de Paris-Lyon-Méditerranée); I, 26.

— 25 juin 1892. *Idem.* Ligne d'Argenteuil à Mantes (réseau de l'Ouest); I, 263.

— 20 juillet 1892. *Idem.* Nouveau raccordement des lignes de Paris à Versailles (rive droite) et de Paris à Saint-Germain (réseau de l'Ouest); I, 276.

— 22 août 1892. *Idem.* Lignes de Meyrargues à Nice (section de Grasse à Nice) et de Digne à Nice (section de Nice à Puget-Théniers); I, 306.

— 22 août 1892. *Idem.* Ligne de Mézel à Saint-André; I, 307.

— 26 août 1892. *Idem.* Ligne de Vire à Saint-Lô (section de Guilberville à Saint-Lô); I, 307.

— 26 août 1897. *Idem.* Ligne de Cavignac à Bordeaux (section de la Grave d'Ambarès à Bordeaux); I, 308.

— 26 août 1892. *Idem.* Ligne de Montiérender à Sorcy (réseau de l'Est); I, 308.

— 26 août 1892. *Idem.* Ligne de Brié-Comte-Robert à Verneuil-Chaumes et raccordement avec la ligne de Grande-Ceinture (réseau de l'Est); I, 309.

ARRÊTÉ, du 26 août 1892, portant organisation du service du contrôle de l'exploitation de la ligne de Nontron à Sarlat (section de Nontron à Thiviers); I, 310.

— 26 août 1892. *Idem.* Raccordement de la ligne de Bordeaux à La Sauve avec les réseaux d'Orléans et du Midi; I, 310.

— 26 septembre 1892. *Idem.* Ligne de Cambo à Ossès (réseau du Midi); I, 326.

— 8 novembre 1892. *Idem.* Ligne de Vizzavona à Vivario (réseau de la Corse); I, 349.

— 10 décembre 1892. *Idem.* Ligne de L'Etivalière à Pont-de-l'Ane (Loire); I, 416.

— 22 décembre 1892. *Idem.* Lignes de La Flèche à Sablé et à La Suze (Sarthe); I, 417.

— 29 décembre 1892. *Idem.* Lignes du réseau de l'Eure (réseau de l'Ouest); I, 417.

— 2 février 1893. *Idem.* Ligne de Vitry-le-François à Lérrouville (section de Vitry à Blesme); II, 63.

— 18 février 1893. *Idem.* Ligne de Tours à Sargé (réseau de l'Etat); II, 63.

— 15 juin 1893. *Idem.* Ligne de Moutiers à Albertville (réseau de Paris-Lyon-Méditerranée); II, 402.

— 24 juin 1893. *Idem.* Ligne de Verneuil à Marles (réseau de l'Est); II, 403.

— 27 juin 1893. *Idem.* Ligne de Cosne à Clamecy (réseau de Paris-Lyon-Méditerranée); II, 403.

— 24 octobre 1893. *Idem.* Ligne de Guingamp à Carhaix (réseau de l'Ouest); II, 522.

— 24 octobre 1893. *Idem.* Ligne de Barbezieux à Châteauneuf-sur-Charente; II, 522.

— 28 octobre 1893. *Idem.* Ligne de Casteljaloux à Roquefort (réseau du Midi); II, 523.

— 16 novembre 1893. *Idem.* Ligne de Tours à Sargé (section de Montoire à Châteaurenault) (réseau de l'Etat); II, 565.

— 16 novembre 1893. *Idem.* Ligne d'Avranches à Domfront (section de Romagny à Domfront) (réseau de l'Ouest); II, 566.